



Communiqué confédéral du 01-05-2017

PRÉPARONS LA RIPOSTE SOCIALE, SOYONS INGOUVERNABLES POUR UNE RÉELLE CONVERGENCE DES LUTTES

*Ce 1er Mai s'inscrit dans un contexte social particulier, celui de l'entre deux tours des élections présidentielles. La population aura le choix entre un ancien banquier prônant un libéralisme sauvage et la candidate FN dont le programme se résume à la haine des étranger.es et qui ose prétendre défendre les plus pauvres, les ouvrier.es, **alors que ce parti sera toujours l'allié de la bourgeoisie et l'ennemi des travailleur.euses.***

À la CNT, l'agenda social qui nous préoccupe, celui des travailleur.euses, des précaires et des opprimée.es, n'a pas à se plier à celui de la bourgeoisie et des capitalistes, car nous poursuivons un projet de société qui voit bien au-delà des réformes et élections.

En tant **qu'organisation syndicale revendiquant l'autonomie des luttes**, le combat premier pour nous, et au-delà, pour l'ensemble des salarié.es, est d'organiser une riposte sociale à chaque réforme antisociale, à chaque attaque contre les acquis sociaux que la classe ouvrière a arrachés de haute lutte, à chaque montée des idées réactionnaires, réformistes, fascisantes, qui progressent d'année en année.

POURQUOI CES IDÉES PROGRESSENT-ELLES ?

Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir une véritable adhésion idéologique à des politiques qui vont à l'encontre des intérêts des travailleur.euses. En réalité, les pouvoirs politique et financier (qui ne font qu'un) utilisent les médias dominants pour diffuser **des messages simplistes et déformés**, qui présentent la société capitaliste comme étant un modèle inévitable, le seul viable, pour mieux nous déposséder de nos droits et de notre parole. Ces messages désignent les plus précaires d'entre nous, chômeur.euses, retraité.es, femmes, migrant.es, comme les maillons faibles d'une société qui ne tolérerait que des **petits soldats de la productivité à outrance.**

LA VÉRITABLE JUSTICE SOCIALE PASSERA PAR LA LUTTE DES CLASSES

Au-delà de cette situation de crise politique, **nous rappelons la nécessité de construire un véritable mouvement social, comme ce fut le cas lors des cinq mois de lutte contre la loi El Khomri.** Il n'y a rien à attendre de ce système de représentation qui confie à des élites cyniques et carriéristes, la gestion de nos vies. Il faut que chacune et chacun d'entre nous prenne conscience de l'urgence d'une révolution sociale, d'un changement complet d'organisation sociétale, **qui passe d'abord par les luttes au quotidien, au travail, dans nos familles, dans nos quartiers, contre les idées réactionnaires et racistes, contre les oppressions patronales, patriarcales, xénophobes.** Cette société

qui broie les plus « faibles » n'est pas une fatalité, **mais l'implication de chacun.e est nécessaire pour qu'un changement puisse advenir.**

Au-delà de l'agenda électoral, et quel que soit le résultat des présidentielles, il faudra, dès le lendemain, garder notre vigilance intacte, réactiver l'énergie qui a permis une résistance de plusieurs mois contre la loi El Khomri et qui a vu se réenclencher une **dynamique de convergence de lutte** dans laquelle la CNT entend s'inscrire tout en conservant sa spécificité et ses revendications.



UN PEU D'HISTOIRE :

LE 1^{ER} MAI, UNE JOURNÉE DE LUTTE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS...
ET NON LA « FÊTE DU TRAVAIL » !

Comme chaque année dans de nombreux pays, le 1^{er} mai sera l'occasion pour les travailleuses et les travailleurs et leurs organisations de **célébrer l'histoire du mouvement social et syndical.**

Pourtant, cette journée est à son origine une journée de lutte plutôt que de célébration. Elle trouve ses racines dans la **grève générale du 1^{er} mai 1886 aux États-Unis** (impulsée – certains l'oublient volontiers – par un syndicalisme libertaire) **pour la journée de travail de huit heures** : revendication qui sera portée par la classe ouvrière en France et ailleurs dès le 1^{er} mai 1890, à l'occasion de la première « *Journée internationale des travailleuses* ».

C'est en 1919, suite à la victoire de la journée de huit heures, que le 1^{er} mai deviendra en France un jour chômé. **Plus tard**, en 1941, le régime de Vichy lui donnera le nom de « *Fête du travail* », appellation qui aujourd'hui encore satisfait ceux et celles qui ne veulent pas se souvenir que le 1^{er} mai est avant tout un jour de revendications et de lutte des exploités.

Pour la CNT, cela ne fait aucun doute : le 1^{er} mai reste celui de la lutte des classes, comme nous le rappelle quotidiennement la triste réalité du monde capitaliste : chômage, précarité, pauvreté, conditions de travail indignes...

LA CNT REVENDIQUE :

- ▶ Le retrait de la loi travail et autres lois patronales ;
- ▶ L'amnistie pénale et civile pour l'ensemble des militant-es condamné-es ;
- ▶ Le renforcement des droits syndicaux en entreprise ;
- ▶ Un accès aux indemnités de chômage avec un taux de remplacement à 100 % du meilleur salaire ; un rétablissement du droit à l'allocation chômage en cas de démission ;
- ▶ Une augmentation significative des salaires ;
- ▶ Titularisation/CDIisation de tous les emplois précaires (du public comme du privé) ;
- ▶ L'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales ;
- ▶ Régularisation de tous les sans-papiers et accueil de l'ensemble des migrant-es.

**PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES
PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES**